

# Le Qatar et les investissements directs étrangers en 2017

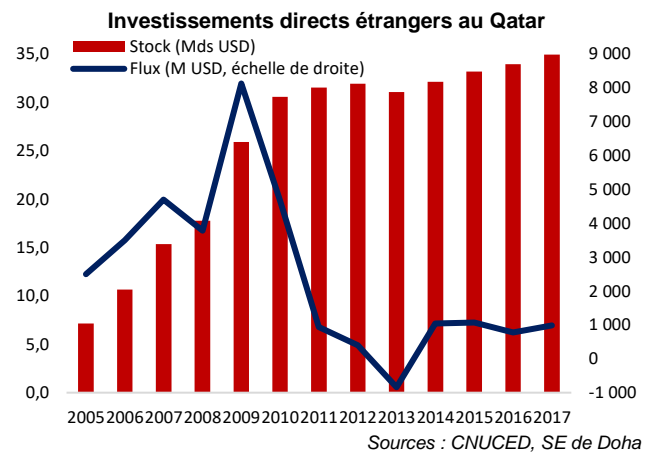
**Les flux d'investissements directs étrangers (IDE)<sup>1</sup> au Qatar ont joué un rôle clé dans le développement économique exceptionnel qu'a connu le pays depuis les années 1990.** Principalement liés à l'exploitation des ressources énergétiques de l'Emirat, les flux d'IDE entrants au Qatar ont connu une hausse constante entre 1990 et 2009, les besoins d'investissement dans le secteur des hydrocarbures, et particulièrement dans la filière gazière (trains de liquéfaction, terminaux d'exportation, industries dans l'aval...) étant très importants. Depuis le pic de 2009 (8,1 Mds USD), ces flux connaissent une diminution tendancielle, les grands projets pétro-gaziers étant tous (à l'exception du projet Barzan) entrés en phase de production. La mise en place en 2005 par les autorités qatariennes d'un moratoire sur l'exploitation du principal champ gazier du pays, North Field (levé en 2017) explique aussi cette tendance. Après une année de désinvestissement en 2013, les flux sont à nouveau positifs depuis 2014 (> 1 Md USD en 2014 et en 2015, 774 M USD en 2016, 986 M USD en 2017), notamment soutenus par l'avancement du programme d'infrastructures lié à la préparation de la Coupe du monde 2022 et au plan *Qatar National Vision 2030*.

Le stock d'IDE au Qatar est passé de 1,9 Md USD (11% du PIB) en 2000 à 34,9 Mds USD (21% du PIB) en 2017, plaçant l'Emirat au 3<sup>ème</sup> rang des pays de la région, derrière l'Arabie saoudite (232 Mds USD) et les Emirats arabes unis (130 Mds USD). 53% de ces investissements sont destinés à l'industrie et 33% aux industries extractives. L'Union européenne est le premier investisseur étranger au Qatar (avec 29% du stock d'IDE), suivie par les Etats-Unis (23%).

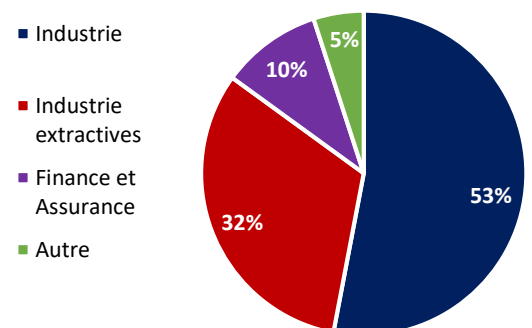
**Depuis 2005, les flux d'investissements directs qatariens à l'étranger ont connu une hausse tendancielle, dont le rythme a néanmoins ralenti en 2017.** Ces flux se montent en moyenne à 4,2 Mds USD par an sur la période 2005-2017, avec une accentuation notable à partir de l'année 2007 (5,2 Mds USD). La faiblesse des cours des hydrocarbures et le contexte de crise régionale a conduit à un ralentissement de ces investissements en 2017 à 1,7 Md USD (-79% par rapport à 2016).

Le stock d'investissements directs qatariens dans le monde a connu une forte progression, pour atteindre 52,9 Mds USD en 2017, et l'Emirat est aujourd'hui un exportateur net de capitaux et le 3<sup>ème</sup> plus gros investisseur des pays de la région, derrière les Emirats arabes unis (124 Mds USD) et l'Arabie saoudite (80 Mds USD). Si l'Union européenne est toujours le principal bénéficiaire des investissements directs qatariens, les Etats-Unis captent de plus en plus ces investissements.

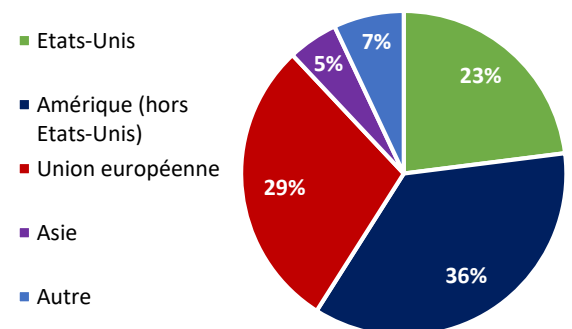
Ces investissements qatariens à l'étranger sont principalement le fait du fonds souverain (Qatar Investment Authority, QIA), créé en 2005 et qui compte parmi les 10 premiers fonds souverains, avec un portefeuille d'actifs estimé par le Sovereign Wealth Fund Institute (SWFI) à 320 Mds USD. Notons que d'autres investisseurs institutionnels (Qatar Petroleum, Nebras Power, Ooredoo, Qatar National Bank, Qatar Airways) et privés ont émergé ces dernières années.



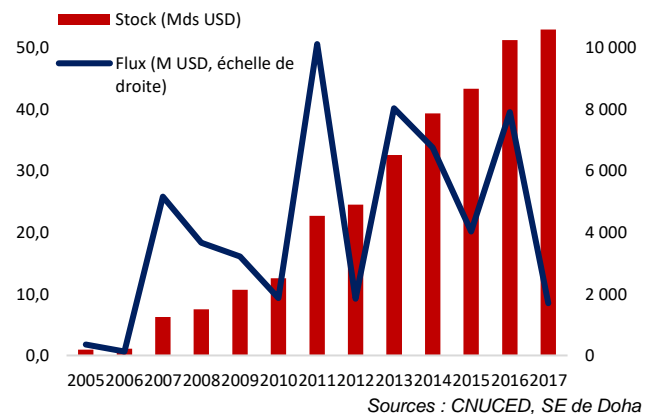
## Répartition des IDE au Qatar par secteur d'activité



## Répartition des IDE au Qatar par géographie



## Investissements directs qatariens à l'étranger



<sup>1</sup> Sont considérés comme IDE, selon la définition du FMI, « les investissements qu'une entité résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie ». On considère qu'il y a intérêt durable lorsque l'opération porte sur au moins 10% du capital (ou des droits de vote) de l'entreprise.

## Investissements croisés France-Qatar.

Les entreprises françaises ont désinvesti au Qatar depuis 2015, dans un contexte de baisse des prix des hydrocarbures, de ralentissement de la croissance qatarienne (1,6% en 2017, 2,2% en 2016 après 8,9% par an en moyenne sur 2010-2014), lié à la baisse des prix des hydrocarbures et à la réduction des projets notamment d'infrastructures. Le stock d'investissements directs français dans l'Emirat a ainsi été ramené de 2,9 Mds EUR en 2015 à 919 M EUR en 2017, selon les données publiées par la Banque de France. Le Qatar demeure toutefois le 2<sup>ème</sup> récipiendaire des investissements directs français parmi les pays membres du CCEAG (Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe) en 2017, derrière l'Arabie saoudite, et le 59<sup>ème</sup> à l'échelle mondiale. L'investissement français au Qatar, qui est principalement le fait des 120 entreprises implantées localement, est concentré dans les industries extractives et manufacturières, et dans une moindre mesure les services financiers.

A l'inverse, le stock d'investissements directs qatariens en France n'a cessé d'augmenter depuis 2011, pour atteindre 3,6 Mds EUR en 2017, soit 0,49% du total des IDE en France (et 44% des IDE des pays du Proche et Moyen-Orient). Le Qatar est ainsi le 1<sup>er</sup> investisseur en France parmi les pays membres du CCEAG. L'essentiel de ces investissements concernent l'immobilier, l'hôtellerie et les services financiers.

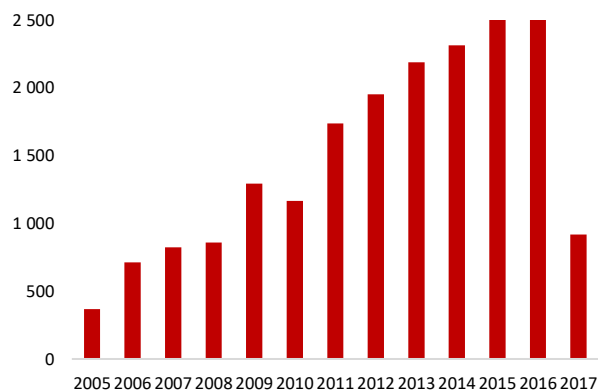
Il est à noter que ces chiffres, comme ceux commentés plus haut, sont sous-estimés. D'une part, parce que les investissements réalisés via des entités basées en pays tiers ne sont pas comptabilisés. D'autre part, parce que par définition le calcul des IDE exclut les investissements correspondant à moins de 10% du capital (ou des droits de vote) de l'entité concernée. Or l'investissement qatarien à l'international – outre les acquisitions immobilières et hôtelières – prend principalement la forme de prises de participations minoritaires dans de grands groupes cotés – pour la France : Total, Vinci, Engie, LVMH (liste non exhaustive).

La France figurerait ainsi parmi les premiers pays récipiendaires des investissements qatariens à l'étranger, aux côtés du Royaume-Uni, de l'Allemagne et des Etats-Unis. Si ces investissements sont majoritairement le fait de la QIA, on note un intérêt croissant des groupes privés qatariens pour la France (ex : acquisition par le groupe Mannai d'une participation majoritaire au capital de GFI Informatique). Mentionnons enfin la création en 2013 du fonds bilatéral Future French Champions (300 M EUR), partenariat entre la QIA et la Caisse des Dépôts, qui a réalisé plusieurs opérations en soutien à des PME et ETI françaises.

## Quelles perspectives pour les investissements étrangers au Qatar ?

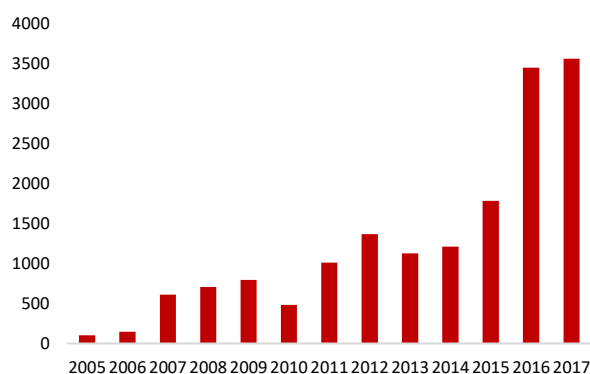
La poursuite des grands projets d'infrastructures, en amont de la Coupe du monde 2022 (transport ferré, aéroport, port, réseau routier, villes nouvelles), et les mesures prises par les autorités pour soutenir le développement du secteur privé (nouvelles zones franches, modification de la législation encadrant l'investissement étranger – à venir, nouvelle loi PPP – annoncée) devraient soutenir l'investissement étranger dans les secteurs hors-hydrocarbures. Dans le même temps, la levée du moratoire sur le champ North Field, qui doit déboucher sur le lancement de nouveaux projets gaziers portant à 100 Mt/an la capacité de production de gaz naturel du Qatar d'ici 2024 (+30%), devrait générer de l'investissement étranger dans le secteur des hydrocarbures.

Stock d'investissements directs français au Qatar (M EUR)



Sources : Banque de France, SE de Doha

Stock d'investissements directs qatariens en France (M EUR)



Sources : Banque de France, SE de Doha

Suivi par : Margot BRIOLE et Pauline QUINEBECHE.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.